

120 millions de francs à trouver «coûte que coûte»!

FRANCE MASSY

«Nous n'y échapperons pas, nous devons économiser 120 millions!» Le Conseil d'Etat l'a confirmé hier dans un communiqué: pour retrouver un équilibre financier, il est indispensable de trouver un tel montant. «La priorité est attribuée à la diminution des charges de fonctionnement», déclare Maurice Tornay. D'ici à fin 2015, les services de l'Etat et les institutions subventionnées devront proposer des mesures en vue de diminuer leurs dépenses de fonctionnement. Les pouvoirs législatifs et judiciaires sont aussi invités à participer à cette démarche. «Une baisse des investissements et une hausse des recettes sont envisageables», confie le ministre des finances.

ture, la culture et la police. «Si la tâche qui nous attend n'est pas très sexy, nous devons nous y atteler. C'est le rôle d'un gouvernement responsable qui assume son devoir. Les services (y compris les institutions subventionnées) devront proposer à partir du mois d'octobre des mesures concrètes pour atteindre les objectifs financiers qui leur sont fixés.»

Economies maintenues

Certaines mesures déjà en vigueur dans le budget 2015 seront maintenues. Par exemple, l'augmentation de l'impôt sur les véhicules à moteur, le renoncement à la 3^e tranche de l'augmentation des déductions pour les primes d'assurance maladie pour les personnes physiques en



« Dans 19 secteurs, nos coûts sont plus élevés que la moyenne nationale. »

MAURICE TORNAY CONSEILLER D'ÉTAT CHARGÉ DES FINANCES

Et vu l'état des finances cantonales (des découverts de plus de 80 millions de francs pour 2013 et 2014), certaines mesures en lien avec le décret concernant la première phase de l'examen des tâches et des structures de l'Etat (ETS 1) et/ou le décret concernant l'application des dispositions sur le frein aux dépenses et à l'endettement dans le cadre du budget 2015 seront maintenues.

19 secteurs concernés

Le Conseil d'Etat a confié à BAK Basel (un institut économique parmi les plus réputés de Suisse) l'analyse de la nature du déficit du canton et des coûts des prestations fournies par le secteur public en Valais en comparaison intercantonale. «Les résultats étendus à 42 domaines prouvent que dans 19 secteurs les coûts par habitant sont supérieurs à la moyenne nationale», explique Maurice Tornay citant notamment les homes et les soins ambulatoires, l'industrie, l'artisanat et le commerce, la formation professionnelle, l'agricul-

ture, la culture et la police. «Si la tâche qui nous attend n'est pas très sexy, nous devons nous y atteler. C'est le rôle d'un gouvernement responsable qui assume son devoir. Les services (y compris les institutions subventionnées) devront proposer à partir du mois d'octobre des mesures concrètes pour atteindre les objectifs financiers qui leur sont fixés.»

Réactions de la FMEP

Marylène Volpi, présidente de la Fédération des magistrats, des enseignants et du personnel de l'Etat du Valais, souligne qu'économiser 120 millions va se traduire par une diminution de la qualité et du nombre de prestations à la population. «C'est un choix de société. Si on veut conserver de bonnes prestations, doit-on passer par des économies, alors qu'il suffirait de revenir au niveau de nos impôts avant les baisses fiscales (240 millions en dix ans).» La FMEP s'inquiète aussi pour les salariés touchés par ces mesures d'économie. «Cela englobe aussi tout le personnel paraétatique.»